

# le pouvoir aux travailleurs

**UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES**  
ISSN 0241 0494      Le 5 mars 2023      N° 493      PRIX : 0,60 Euro

---

---

## Tunisie



*Des ressortissants ivoiriens attendant devant l'ambassade de leur pays, le 27 février 2023 à Tunis.*

**Non au racisme et à toutes divisions  
entre les travailleurs !**

- **Sommaire au verso**
- 
-

## Sommaire

### Éditorial

**Tunisie** : Non au racisme et à toutes divisions entre les travailleurs !

Page 3

► **Sénégal** : Derrière la mise au pas des journalistes ...

Page 4

► **Mali** : Quand le putschiste veut jouer au démocrate.

► **Côte d'Ivoire** : À la place de la baguette de pain, c'est du vent qu'on nous vend !

Pages 5-6

► **Madagascar** : La population pauvre livrée à elle-même face aux ravages causés par le cyclone Freddy.

Pages 6-11

► La tournée africaine de Macron : tout un symbole !

► Les déboires de l'impérialisme français dans ses anciennes colonies d'Afrique.

### Abonnement

**France** : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

**Autres pays** : nous consulter.

### Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

## Editorial

P.2

### TUNISIE : NON AU RACISME ET À TOUTE DIVISION ENTRE LES TRAVAILLEURS !

*On ne peut être que révolté par les propos racistes tenus par le président tunisien Kais Saïed à l'égard des ressortissants de l'Afrique noire et par la flambée de violence dont ils ont été par la suite victimes. Plusieurs centaines d'entre eux ont réussi à quitter précipitamment le pays. D'autres attendent toujours la peur au ventre devant leur ambassade et consulat que le gouvernement de leur pays leur vienne en aide. Ils seraient, dit-on, un peu plus d'une vingtaine de milliers d'Ivoiriens, Burkinabé, Nigériens, Maliens, Guinéens et autres nationalités à être venus en Tunisie pour y trouver du travail ou pour rejoindre l'Europe, de l'autre côté de la Méditerranée.*

*En propageant des propos haineux et xénophobes, le président tunisien cherchait des boucs émissaires pour détourner le mécontentement de la population la plus pauvre qui subit les effets de la crise mondiale. En Effet, le chômage, la vie chère et la misère s'aggravent dans le pays. L'alimentation (viande, œufs, huile) a vu ses prix exploser. Une pénurie touche les produits de première nécessité importés, le sucre, le café, le riz ainsi que les hydrocarbures. L'avenir est de plus en plus bouché pour la majorité pauvre de la population. Le gouvernement tunisien est en partie responsable de cette situation car sa politique en faveur de la minorité riche ne fait qu'enfoncer toujours plus de gens dans la pauvreté.*

*Le racisme, la xénophobie, le nationalisme ou l'ethnisme sont autant d'armes que les ennemis de la classe ouvrière (en Europe, en Amérique, en Asie comme en Afrique) utilisent pour diviser les travailleurs et les affaiblir dans la lutte qu'ils doivent mener collectivement contre l'exploitation. Cela ne date pas d'aujourd'hui et ce n'est pas seulement une question de couleur de peau car ce qui vient de se passer en Tunisie a eu lieu aussi en Afrique du Sud, il n'y a pas longtemps. Les discours anti-immigrés propagés par le pouvoir ont désigné les « étrangers » comme étant responsables de la montée de l'insécurité et du chômage. Ils ont poussé des noirs pauvres à chasser et tuer d'autres pauvres comme eux mais qui ont le malheur d'être venus de pays voisins en espérant trouver en Afrique du Sud un meilleur avenir pour eux et leurs familles.*

*En Côte d'Ivoire, combien de fois n'a-t-on pas vu des exactions, pour ne pas dire des massacres xénophobes contre des ressortissants nigériens, burkinabé et dans un passé un peu plus lointain, contre les ghanéens ? On a même vu des violences du même genre entre des habitants de ce même*

*pays parce que des politiciens en compétition pour le pouvoir ont opposé des ethnies les unes contre les autres !*

*C'est sur le terreau de la misère que prospère ce genre de poison qui divise les pauvres et qui désamorce du même coup l'explosion de colère qui devrait normalement s'abattre contre les riches, contre les exploiters et leur système capitaliste.*

*C'est ce système qui affame les travailleurs en maintenant les bas salaires et en aggravant les conditions de travail dans les usines et sur les chantiers. C'est lui qui est responsable du chômage et de la pauvreté dans laquelle est maintenue l'écrasante majorité de la population pour qu'une petite minorité de parasites et d'exploiteurs continue de baigner dans l'opulence.*

## Sénégal

### DERRIÈRE LA MISE AU PAS DES JOURNALISTES ...

Le gouvernement sénégalais multiplie les menaces, les intimidations voire les arrestations de journalistes qui ne sont pas de son bord. En l'espace de quelques mois, il a fait arrêter deux journalistes pour « *diffusion de fausses nouvelles* », « *outrage à magistrat* » ou « *divulgaration de documents militaires de nature à nuire à la défense nationale* ». La dernière arrestation est celle du chroniqueur judiciaire de Walf TV, le 3 mars dernier. La chaîne de télévision privée pour laquelle il travaille a aussi été suspendue durant 7 jours pour avoir montré des images de la répression d'une manifestation qui a eu lieu dans la ville de Mbacké (environ 200 km de Dakar) le vendredi 10 février. Il se trouve que c'était des partisans de l'opposant Ousmane Sonko qui étaient venus à un meeting appelé par celui-ci malgré l'interdiction des autorités administratives.

Comme on peut le constater, Macky Sall est en train de renforcer son arsenal répressif pour mettre au pas les journalistes qui montrent un peu trop leur sympathie pour l'opposition.

En réalité, ce que craint avant tout Macky Sall, ce ne sont pas les opposants qui montent à la tribune, mais la colère qui couve dans les quartiers populaires. La vie des habitants de ces quartiers devient de plus en plus difficile à cause de la dégradation générale de leurs conditions d'exis-

tence, du chômage qui monte, des bas salaires, de la hausse de prix des denrées et des loyers, de la détérioration des hôpitaux et de biens d'autres services publics. Cette colère a déjà explosé en mars 2021, suite à l'arrestation d'Ousmane Sonko. Durant 5 jours, Dakar a été le théâtre d'émeutes et d'affrontements avec la police, il y a eu officiellement 13 morts parmi les manifestants. Plusieurs supermarchés et stations d'essence appartenant à des marques françaises ont été vandalisés en signe de colère contre le soutien de l'État français à Macky Sall.

Des opposants comme Sonko et bien d'autres tentent de s'appuyer sur cette colère, notamment dans la jeunesse, mais en réalité ils n'ont rien d'autre à offrir que des promesses pour être élus. Leurs promesses ne valent pas mieux que celles des candidats qui les ont précédés. Une fois au pouvoir, ils continueront à gouverner comme leurs prédécesseurs, au service des classes possédantes, à commencer par l'enrichissement de leur propre clan.

Le salut des travailleurs, des petits paysans et de tous ceux qui souffrent des conséquences du système capitaliste ne dépend pas de l'élection de tel ou tel candidat mais de leurs luttes contre ce système et contre ceux qui veulent en profiter en se hissant au pouvoir.

## QUAND LE PUTSCHISTE VEUT JOUER AU DÉMOCRATE

Assimi Goïta, le chef de la junte malienne arrivé au pouvoir par un putsch en août 2020, rêve d'avoir « sa » constitution et s'apprête à la faire adopter par un référendum annoncé pour le 19 mars prochain. Vu le nombre de coups d'État qu'il y a eu dans ce pays depuis l'indépendance et le nombre de fois que la constitution a été changée, la population malienne est habituée à ce genre de cinéma. C'est le tristement célèbre dictateur Moussa Traoré qui a inauguré cette « tradition » en renversant le régime de Modibo Keita en novembre 1968. Il a gouverné le pays par la terreur en éliminant tous ses opposants. Il a fini par être renversé par un autre galonné, Amadou Toumani Touré (ATT) en 1991 à la suite d'un soulèvement populaire dont la répression s'est soldée par au moins 200 morts à Bamako.

ATT fut renversé à son tour en mars 2012 par le capitaine Amadou Sanogo. Celui-ci restera à peine un mois au pouvoir pour laisser la place au civil IBK (Ibrahim Bouba Kar Keita) appuyé par la France, jusqu'à son renversement par l'actuel junte commandée par Assimi Goïta.

Chacun a voulu mettre sa petite touche à la constitution mais cela ne les a

pas protégés. Aujourd'hui, c'est le tour d'Assimi Goïta de jouer au démocrate derrière le paravent de la loi. Si l'envie lui prend de se faire élire président en organisant une élection comme d'autres l'ont fait avant lui en bourrant les urnes et en écartant les gêneurs, il le fera. Il peut même se transformer en civil comme l'a fait ATT, mais il ne trompera pas grand monde avec son cinéma. Sa force, il la détient de l'armée ... jusqu'à ce que celle-ci se mette à la remorque d'un autre.



Manifestation contre le régime assassin de Moussa Traoré avant sa chute en 1991.

# Côte d'Ivoire

## À LA PLACE DE LA BAGUETTE DE PAIN, C'EST DU VENT QU'ON NOUS VEND !

En début du mois de février, le prix de la farine boulangère a connu une nouvelle augmentation. Le sac de 50 kg est passé de 22 500 F à 27 000 F. En réaction, les boulangers ont fait une grève qui a duré 2 jours.

Les 1<sup>ers</sup> jours de février 2023, certaines boulangeries ont augmenté le prix du pain. Là où le prix était inchangé, c'est la taille de la baguette qui a diminué. Cela a désagréablement surpris de nombreux acheteurs.

Pour désamorcer le mouvement d'humeur des boulangers, l'État est entré en pourparler avec eux. Il faut dire que la baguette aujourd'hui en Côte d'Ivoire est autant consommée que l'attiéké. Pour éviter que le mécontentement des boulangers se transmette aux consommateurs, l'État a mis en place un fonds de garantie doté d'une enveloppe de deux milliards de francs Cfa pour le secteur de la boulangerie. C'est ce qui est sorti de la discussion entre représentants du gouvernement et ceux de la

boulangerie, du 20 au 22 février 2023 à Yamoussoukro.

L'année dernière, l'État avait accordé, en plus de l'exonération des droits de douane sur l'importation de blé, une subvention mensuelle de 6,6 milliards de francs Cfa aux industriels de la transformation du blé et aux grossistes pour soi-disant empêcher la flambée du prix de la

farine. Malgré cela, les prix ont augmenté et au final ce sont toujours les petites gens à faible revenu qui sont grugés.

C'est une raison de plus pour que les travailleurs fassent aussi entendre leur voix, en exigeant des augmentations de salaire conséquentes pour faire face à la cherté de la vie. Il n'y a pas de raison que tout augmente sauf les salaires !

## Madagascar

### LA POPULATION PAUVRE LIVRÉE À ELLE-MÊME FACE AUX RAVAGES CAUSÉS PAR LE CYCLONE FREDDY

En l'espace d'une année, trois cyclones ont frappé la Grande Île. Le dernier en date, nommé Freddy, s'est abattu avec force sur la côte sud-est du pays, principalement sur le district de Mananjary. Il est difficile de donner des chiffres exacts, certains journaux font état de 40 mille sinistrés, de plusieurs dizaines de milliers de déplacés, d'une quarantaine de décès, sans compter les blessés. Près de 8 000 habitations ont été endommagées.

Étant donné que même en temps ordinaire, une partie importante de la population n'est pas recensée faute de moyens, ces personnes n'ont pas d'existence légale aux yeux des autorités. Dans ce cas où aller ? À quelle porte frapper pour ne serait-ce que trouver quelque chose à se mettre sous la dent et/ou un lambeau de friperie pour cacher sa nudité ? Tout cela au milieu des vents et des trombes d'eau en furie.

### Andry Rajoelina en précampagne électorale

Dans environ 9 mois aura lieu l'élection présidentielle. Le président, qui n'a pas encore officialisé sa candidature, est allé au chevet des victimes de cette catastrophe. Il a apporté 50 tonnes de riz, 5 tonnes de légumineuses, 2 000 couvertures, 2 tonnes de farine, fourni quelques ambulances et des motos pour les services admi-

nistratifs. Autant dire des brouilles par rapport aux besoins des victimes.

En fait ce qu'il est en train de faire c'est de la démagogie à bas coût. Son cynisme l'emporte sur le dérisoire. Il n'a même pas honte de se faire filmer par les caméras de la télévision, en train de servir quelques assiettes de nourriture, payée non pas par l'État, mais par une institution religieuse. Les pontes condescendants d'une chefferie religieuse avaient, pour la circonstance, retroussé leurs manches dans la foule du Président.



Le président Andry Rajoelina fait son cinéma en servant de la nourriture à des victimes d'intempéries.

À un micro, Rajoelina a déclaré : « Certains disent que je suis un serveur. Je leur dis oui car je suis un serviteur du peuple ». Le 24 février dernier il a déclaré :

« *J'ai été élu maire d'Antananarivo. Moi, à chaque fois que je me présente à une élection, je suis toujours élu. Et si je me présente à la prochaine élection, je serai réélu* ».

Comme à son habitude, le chef de l'État a fait des promesses en veux-tu en voilà : réalisation d'un hôpital « *manarapenitra* » (pour gens déshérités), réhabilitation de la Route Nationale N°11, d'un pont endommagé, de la salle des fêtes, des locaux administratifs endommagés etc.

Il a participé au « *tagnamaro* » (mise en commun des bras de tous) en versant personnellement quelques pelletées de béton. À charge, selon lui, pour la population locale de poursuivre les travaux sans percevoir de rémunération.

### **Sombre week-end dans une grande partie de l'île**

Dans la région du Sud-ouest, des précipitations importantes sont prévues car cette tempête tropicale Freddy est en train de faire son retour en force après avoir frappé la côte africaine au niveau du Mozambique.

À Toliara, chef lieu de province, la rivière Fiherenana va d'après la météo, sortir de son lit. C'est une catastrophe annoncée pour les habitants de cette ville et pour tous ceux des contrées avoisinantes. La pluie est certes bienvenue, mais elle va provoquer des inondations violentes avec toutes sortes

de dégâts. Les scènes de désolations pourraient être comparables à celles de la côte sud-est.

Dans la capitale Antananarivo, ce sont surtout les rues d'Isotry, d'Anosibe et d'autres quartiers situés dans la ville basse et marécageuse qui vont charrier des torrents d'eaux sales chargés de détritiques.

C'est précisément dans ces lieux que les travailleurs habitent à cause de la cherté des loyers ailleurs, inabornables par rapport à leurs faibles moyens. En effet le patronat rapace leur impose des salaires de misère, non ajustés par rapport à l'inflation galopante. Ils sont en moyenne inférieurs à 50 000 Ariary. Ce qui correspond au taux monétaire actuel à moins de 50 euros par mois. Quelques uns parmi les ouvriers réussissent à dégouter une habitation précaire située dans la ville haute mais à flanc de colline, avec le risque d'être ensevelis par les glissements de terrains, nombreux en cette période. D'autres élisent domicile sur les trottoirs ou à l'intérieur des tunnels du centre ville.

Les travailleurs représentent potentiellement une force très importante, capable d'arracher des augmentations conséquentes de salaires pour tous. Ils ont le droit d'exiger que l'État ainsi que les employeurs débloquent les moyens nécessaires afin que personne n'ait à passer des nuits dehors, surtout en cette saison de tempêtes tropicales.

---

## **France-Afrique**

### **LA TOURNÉE AFRICAINE DE MACRON : TOUT UN SYMBOLE !**

Macron a répété plusieurs fois que « *l'âge de la Françafrique est révolu* », qu'« *il n'y a plus de pré carré de France* », mais le premier chef d'État africain à qui il a rendu visite lors du voyage qu'il vient d'effectuer du 1<sup>er</sup> au 4 mars sur le continent africain est Ali Bongo, président du Gabon, le symbole vivant et le plus pur produit de la

Françafrique. C'est le fils d'Omar Bongo, intronisé en 1967 à la tête du pays (après la mort du premier président Léon Mba) par Jacques Foccart, le « *Monsieur Afrique* » du général de Gaulle. Il a été mis à la tête de cette ancienne colonie et protégé militairement par la France jusqu'à sa mort en 2009 car la bourgeoisie française avait besoin de

garder la main sur les principales ressources naturelles stratégiques de ce pays : pétrole, uranium et manganèse. Cela reste vrai jusqu'à nos jours, la France y dispose toujours d'une base militaire permanente. L'actuel président du Gabon n'aurait pu succéder à son père sans le soutien de Paris.

Par cette visite à Bongo puis à Sassou-

## LES DÉBOIRES DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS DANS SES ANCIENNES COLONIES D'AFRIQUE

Après le Mali et la Centrafrique, c'est le Burkina Faso qui a demandé le retrait de l'armée française « dans un délai d'un mois » selon l'ultimatum lancé le 21 janvier 2023 par le chef de la junte, le capitaine Ibrahim Traoré. Celui-ci est arrivé au pouvoir par un coup d'État, le 30 septembre 2022, contre le lieutenant-colonel Sandaogo Damiba, lui-même issu d'un coup d'État huit mois plus tôt.

Les autorités françaises ont procédé au transfert des 400 militaires de leur base du Burkina Faso vers le Niger, chez Mohamed Bazoum, un allié et serviteur des intérêts de l'impérialisme français mais honni par sa propre population. Celle-ci a manifesté plusieurs fois en 2021 et 2022, contre son régime dictatorial mais aussi contre la présence des troupes françaises au Niger.

Alors, demain ne va-t-on pas voir le même scénario se reproduire au Niger, au Tchad ou dans un autre pays africain abritant une base militaire française ? C'est une crainte qu'un certain nombre de dirigeants politiques français émettent de plus en plus à haute voix.

C'est probablement cette crainte qui a conduit le gouvernement français à annoncer le 20 février 2023, son intention de réduire les effectifs de sa base militaire permanente de Port-Bouët à Abidjan (Côte d'Ivoire). Cette annonce a été accompagnée de tout un laïus sur les prétendues bonnes œuvres que l'armée française veut faire en faveur de l'État ivoirien. Reste à savoir si cette tromperie suffira à calmer les ardeurs

Nguesso au Congo, Macron a réaffirmé à ces deux valets de l'impérialisme français, qu'ils pouvaient toujours compter sur son soutien en échange de leur soumission aux intérêts de la bourgeoisie française. On peut appeler ça « *Françafrique* », « *pré carré* » ou autrement, c'est le fond qui compte le plus, et il n'est pas du tout révolu malgré tout ce que peut raconter Macron !

de ceux qui, dans la population et probablement au sein de l'armée ivoirienne, ne veulent plus de cette présence militaire, vestige du passé douloureux de l'Afrique coloniale et en même temps instrument de la continuation de la domination après la décolonisation.



1<sup>er</sup> octobre 2022, lendemain du putsch qui a renversé le chef de la junte Paul-Henri Sandaogo Damiba, des manifestants ont tenté d'incendier l'ambassade de France à Ouagadougou.

### Quand la mauvaise foi et le mensonge s'ajoutent à l'aveuglement

Le 6 octobre dernier, au Palais du Luxembourg (siège du Sénat français), lors d'une séance de « *question d'actualité au gouvernement* », un sénateur s'adressait en ces termes à Catherine Colonna, ministre française de l'Europe et des Affaires étrangères : « *Bamako, Bangui, Yaoundé, Dakar, N'Djamena, et, samedi dernier, Ouagadougou : partout en Afrique, le sentiment anti-français grandit et se manifeste de plus en plus violemment* ». On assiste dit-il, à « *une spirale exponentielle d'un sentiment et d'actes anti-français sur place. Les milliards*

*d'euros d'aide publique au développement ne changent pas la donne, car ce jugement est irrationnel, et le malaise extrêmement profond [...]. Par maladresse peut-être, par manque de communication assurément, nous ne parvenons pas à convaincre ou tout simplement à rassurer les populations locales sur nos louables intentions. Il y a vingt ans, en Afrique, les slogans anti-français étaient du style : « On en a marre ! » ; aujourd'hui, le slogan récurrent est : « France dégage ! [...] Comment interrompre un tel processus de dégradation de l'image de notre pays ? ».*

Une sénatrice a aussi fait part de son inquiétude sur la « *francophobie* » qui selon elle, serait en train de se répandre « au Cameroun, au Mali, au Burkina Faso ou encore en Côte d'Ivoire ».

À ces inquiétudes, la ministre a répondu que « *la France est victime d'une scandaleuse campagne de désinformation en Afrique* » et que la lutte contre cette désinformation « *est désormais une priorité* » pour son ministère. En d'autres termes, elle a l'intention d'alimenter massivement les médias officiels et non officiels de propagandes mensongères pour vanter les prétendues bonnes œuvres et « *les louables intentions* » de la France en Afrique.

Ces parlementaires et le gouvernement de Macron font semblant de ne pas voir que derrière ce qu'ils dénoncent comme étant la montée d'un « *sentiment anti-français* » ou de la « *francophobie* » il y a une réelle contestation de la mainmise de l'État français sur ses anciennes colonies. Ils font d'autant plus volontairement cet amalgame tout en invoquant l'irrationnel, qu'ils cherchent à masquer leurs propres responsabilités dans la montée de cette hostilité.

Celle-ci n'a rien « *d'irrationnelle* » et ne date pas d'aujourd'hui. Ce ne sont pas les réseaux sociaux ni on ne sait quelle officine cachée derrière un clavier qui la créent mais les dirigeants de l'impérialisme français eux-mêmes par la politique qu'ils mènent dans leurs anciennes colonies. C'est le résultat de décennies de soutien aux dictatures

sanguinaires et corrompues, de pillage économique, d'exploitation et d'oppression des populations. C'est aussi le résultat de l'arrogance, du mépris et de l'hypocrisie des dirigeants successifs de l'État français envers les populations des pays sous leur domination.

Les gouvernements de gauche comme de droite qui se sont succédé en France ont toujours voulu dissimuler sous le tapis les massacres, les atrocités, les viols et les vols commis dans leurs anciennes colonies. Même le simple fait de reconnaître des faits qui se sont déroulés il y a 70 ans est un geste exceptionnel présenté comme un acte de courage et de générosité présidentielle.

Lors de son récent voyage au Cameroun, Macron a voulu jouer au président « ouvert et transparent » en acceptant d'ouvrir une partie des archives de l'État français sur la guerre d'indépendance du Cameroun à une commission d'historiens. C'est au cours de cette guerre qui a commencé en 1955, que le dirigeant nationaliste Ruben Um Nyobè et de nombreux militants de son parti, l'UPC, ont été traqués puis exécutés sauvagement. Il y a eu plusieurs dizaines de milliers de tués.

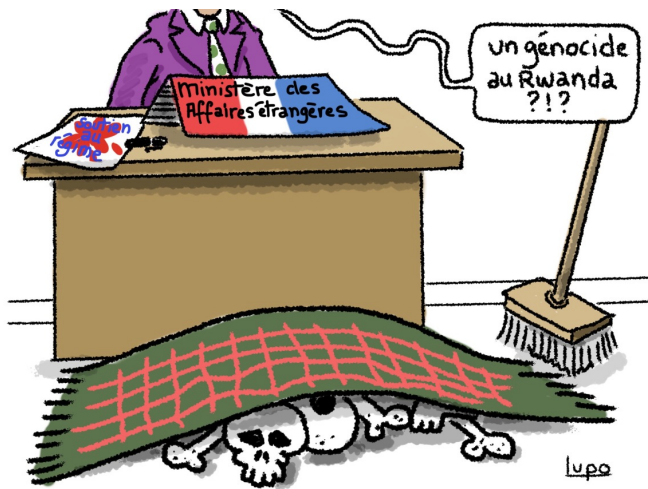
Les massacres se sont poursuivis bien après l'indépendance du Cameroun en 1960 sous la dictature sanglante d'Ahidjo, installé au pouvoir par l'armée française. Celle-ci a aidé Ahidjo durant de nombreuses années à éliminer physiquement les militants de l'UPC.

L'actuel président Biya a commencé sa carrière politique en 1962 en tant que « Chargé de mission » d'Ahidjo puis ministre et ensuite Premier ministre avant de l'évincer du pouvoir en 1982 avec l'appui de l'ancienne puissance coloniale.

L'État français a tout fait pour que le sang qu'il a fait couler dans ce pays ne soit pas connu du public. Cela fut le cas de bien d'autres massacres du même genre dans d'autres colonies. La chape de plomb du



« secret d'État » couvre jusqu'à nos jours de nombreux faits coloniaux.



Ce sont aussi les réactions provoquées par ce « *circulez, il n'y a rien à voir !* » qui reviennent comme un boomerang à la figure de l'ancienne puissance coloniale !

### La prétendue lutte contre les groupes terroristes au Sahel

Les troupes françaises dépêchées au Mali, Burkina Faso et Niger étaient prétendument destinées à protéger les populations contre les groupes armés djihadistes qui semaient la terreur dans cette région du Sahel. Mais les opérations Serval, Barkhane et autres ont surtout servi à maintenir des valets locaux au pouvoir afin de permettre à la bourgeoisie française de continuer à s'enrichir au détriment des populations de ces pays.

Ces populations prises en étau entre les bandes armées terroristes et les armées officielles (qui ne se comportent pas mieux que ceux qu'elles prétendent combattre) se sont rendu compte que les troupes françaises n'étaient pas venues pour éradiquer le terrorisme mais pour autre chose. Les groupes armés terroristes ont continué de sévir, parfois sous les yeux indifférents des troupes de Barkhane et des trois États sahéliens concernés. Des milliers de villageois ont été assassinés, d'autres ont dû abandonner leur village pour aller vivre là où ils pouvaient ; dans des camps de réfugiés quand ils en trouvaient. Entre 2013 et 2021, il y a eu

plus de 2,5 millions de déplacés dans le Sahel selon le HCR, organisme des Nations Unies chargé des réfugiés. Leur nombre a continué d'augmenter depuis 2021.

La colère des populations contre les régimes corrompus et sanguinaires qui les volaient et les opprimaient s'est retournée contre la France qui a servi de bouclier à ces régimes. Des officiers de l'armée comme Assimi Goïta au Mali ou Ibrahim Traoré au Burkina Faso, ont profité de ce climat de contestation pour s'emparer du pouvoir (le 19 août 2020 au Mali et le 30 septembre 2022 au Burkina Faso). Leurs discours nationalistes et la rupture des accords militaires avec l'ancienne puissance coloniale leur a permis de redorer leur blason auprès d'une partie de la population, mais pour combien de temps ?

Ce n'est pas parce qu'il y a un changement de personnes à la tête de l'État et de l'armée que brusquement ils changent de nature. Ils restent et resteront fondamentalement des instruments au service de la classe des possédants et des exploités pour maintenir l'ordre capitaliste dans leur pays. Comme tous les pouvoirs qui les ont précédés, ils n'hésiteront pas à réprimer violemment les populations lorsque celles-ci se mobiliseront pour réclamer plus de justice et de meilleures conditions d'existence.

En Centrafrique et au Mali, ce sont les mercenaires de l'entreprise russe Wagner qui ont remplacé les troupes françaises, demain ce sera peut-être le tour du Burkina Faso. Il s'agit d'une entreprise privée qui fait payer ses services comme n'importe quelle entreprise capitaliste. Le paiement se fait en nature sous forme de droit d'exploitation d'une mine d'or, de diamant ou autres richesses naturelles. Ces mercenaires ne sont ni pires ni meilleurs que les légionnaires que l'État français a l'habitude d'envoyer en Afrique pour sauver un de ses valets en difficulté.

### La bourgeoisie française concurrencée dans sa chasse gardée africaine

Face à cette nouvelle situation au Mali et au Burkina Faso, Macron le chef de file de l'impérialisme français, a dû s'adapter et accepter de retirer ses troupes de ces deux pays tout en gardant la possibilité d'y intervenir à partir du Niger ou de ses bases militaires permanentes de Côte d'Ivoire, du Sénégal ou du Tchad.

L'État français tient d'autant plus à maintenir son rôle de gendarme de l'Afrique, que sa bourgeoisie a de plus en plus de mal à faire face à la concurrence rude des autres puissances capitalistes, y compris dans les pays considérés jusqu'à ces dernières années comme faisant partie de son « pré carré ». Mais le bouclier militaire doublé du bouclier monétaire que constitue le franc CFA (ancienne monnaie coloniale repeinte en monnaie commune des territoires devenus indépendants) ne suffit plus à préserver le quasi-monopole que la bourgeoisie française a longtemps détenu dans ses anciennes colonies.

Selon un rapport de la COFACE (Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur, créée par l'État français pour couvrir, entre autres, les risques politiques encourus par les capitalistes français opérant à l'extérieur de la France) publié en juin 2018, les parts de marché à l'exportation de la France en Afrique (à l'exception du secteur de l'aéronautique) ont été divisées par deux depuis 2000, passant de 11 % à 5,5 % en 2017. Durant cette même période, la part de la Chine est passée de 3 % à près de 18 %, suivie par l'Inde, la Turquie et l'Espagne.

Dans les domaines des équipements électriques et électroniques, de l'automobile ou de la pharmacie où la France détenait la première place, c'est la Chine et l'Inde qui sont passées devant. Même au Sénégal, pays politiquement et économiquement le plus lié à la France de par ses liens historiques, elle a perdu jusqu'à 25 % de ses parts de marché, tandis qu'en Côte d'Ivoire elle en a perdu entre 15% et 20%, toujours pour la période de 2000 à 2017.

Le retrait, en décembre 2022 de Vincent Bolloré (un des plus grands capitalistes français ayant de grosses affaires en Afrique) de ses principales activités logistiques portuaires et ferroviaires en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays d'Afrique, au profit de l'armateur italo-suisse MSC, est la toute dernière illustration de cette tendance déclinante.



Photo d'archive, avril 2008 : Laurent Gbagbo, alors président de Côte d'Ivoire, reçoit Vincent Bolloré à Abidjan et le décore du titre de Commandeur de l'Ordre National du Mérite.

### Un continent convoité

Les grandes puissances et leurs multinationales (les États-Unis et la Chine en tête) sont en compétition pour s'emparer des richesses naturelles et de tout ce qui peut leur rapporter des profits énormes sur le continent africain. Celui-ci possède plus de la moitié des réserves mondiales de manganèse, de chrome et de platine, 44% de vanadium, 78% de diamant, 40% de l'or ... Sans oublier les gisements de terres rares recherchées entre autres par les industries de l'électronique et de la téléphonie.

Environ 60% des surfaces arables mondiales non exploitées seraient situées sur le continent africain. Les grandes firmes de l'agrobusiness ont déjà commencé à accaparer les terres les plus fertiles pour y planter des cultures industrielles au détriment des cultures vivrières et des besoins alimentaires des populations locales. Les côtes poissonneuses du continent sont également pillées par les grandes sociétés internationales de pêche avec la complicité des États côtiers africains au détriment des petits pêcheurs

locaux et des populations victimes de la raréfaction du poisson proche des côtes.

Cette ruée des puissances capitalistes et de leurs industriels vers l'eldorado africain est en train de dessiner le contour du nouveau partage du continent africain. La crise actuelle du capitalisme, notamment l'aggravation de la crise énergétique à la suite du déclenchement de la guerre entre l'Ukraine de Zelenski épaulée par les puissances occidentales et la Russie de Poutine, a aiguisé la compétition entre les grandes puissances pour prendre possession des réserves d'hydrocarbures en Afrique. Leurs multinationales font la course pour signer des contrats de forages et d'exploitation avec les régimes en place en échange de bakchichs.

L'appétit insatiable de ces prédateurs voraces est en train de transformer le continent africain en un futur terrain de batailles des puissances en compétition, à commencer par les deux plus grandes d'entre elles, les USA et la Chine mais aussi le Japon, l'Allemagne, la France, l'Angleterre, la Belgique, l'Italie, l'Espagne, la Russie et quelques autres.

**Par-delà les frontières et les continents, les travailleurs ont les mêmes intérêts et un avenir commun à construire.**

Pendant que le capitalisme mondial fait main basse sur les richesses du continent, l'écrasante majorité de la population africaine, en ville comme dans les campagnes, s'enfoncé dans la misère. Le chômage pousse toujours plus de jeunes à migrer vers l'Europe ou ailleurs, quitte à risquer leur vie en chemin. Ceux qui restent au pays essaient de survivre en faisant des pe-

tits boulots précaires et mal payés ou en travaillant la terre. La cherté de la vie aggrave leurs conditions d'existence déjà catastrophiques. Chaque flambée de prix est comme un coup de poignard enfoncé dans leur chair. Pendant ce temps, une petite minorité de parasites et d'exploiteurs locaux étale avec insolence sa richesse au milieu de cet océan de pauvreté.

Dans un monde dominé par le système capitaliste, ceux qui n'ont que leurs bras pour vivre sont les plus mal lotis. Ce sont eux qui produisent les richesses et sans leur labeur, rien ne fonctionnerait. Mais c'est la classe sociale des exploiters et des parasites qui profite de ces richesses et des moyens dont dispose la société.

Que ce soit dans un pays riche ou pauvre, par delà leur niveau de vie différent d'un pays à l'autre, les travailleurs subissent cette même logique implacable d'un système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, la recherche du profit individuel et la concurrence entre les individus et les nations. Dans une telle société où règne la loi du plus fort, les guerres et les rapines font partie des armes de la bourgeoisie pour protéger ses intérêts ou pour agrandir son terrain de chasse.

Les travailleurs n'ont rien de bon à attendre d'un tel système. Ils ont au contraire tout à gagner à le combattre et à le remplacer par un autre où les frontières seront abolies, où personne n'aura le droit d'exploiter et d'opprimer son semblable et où l'humanité pourra enfin respirer et profiter librement de la vie. C'est la société que veulent construire les révolutionnaires communistes.



# Ce que nous voulons

## Ce que nous voulons

**R**egrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

**C**ontribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

**C**ombattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

**A**ssocier à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

**E**ngager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

**M**ettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

**V**eiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

**A**gir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir